



Page 24

Belle victoire des Verts

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3662 - Lundi 7 septembre 2015 - Prix : 10 DA

Wilaya d'Alger

Le passeport biométrique délivré à partir d'aujourd'hui dans les communes

Page 4

Lamamra à Paris et le président du Sénat français attendu à Alger

Algérie et France, au-delà du passé colonial

Page 3

Nouvel intervenant dans le ciel syrien ?

Par Mohamed Habili

La visite du monarque saoudien à Washington a permis de se rendre compte une fois de plus que s'il est un point sur lequel les deux alliés s'entendent toujours à merveille, c'est celui qui fait du départ de Bachar Al Assad la condition sine qua non de toute solution politique de la crise syrienne. Sur tout autre sujet que celui-là, et notamment sur le plus important de tous, l'accord touchant le programme nucléaire iranien, il y a plus que des nuances dans les attitudes des deux pays. Non moins qu'Israël, avec lequel elle est sur la même longueur d'onde à cet égard, l'Arabie saoudite a toujours estimé qu'il n'y avait qu'une seule façon de procéder avec ce programme : démanteler ses installations, et peu importe si cela devait passer par leur bombardement. A la différence d'Israël toutefois, qui persiste et signe dans son attitude de refus, elle-même fait semblant de faire contre mauvaise fortune bon cœur, ne pouvant en effet compter pour sa part sur un lobby aussi puissant que celui qui veille jalousement aux intérêts israéliens au cœur même du système politique américain. Ce qu'elle n'a pu faire avorter, force est pour elle de l'admettre, tout en gardant l'espoir que l'avenir lui donne raison, sous forme bien entendu de violation avérée du deal par l'Iran.

Suite en page 3

Rentrée scolaire 2015-2016

Sous le signe de la surcharge des classes... et des cartables



Ph > E. Soraval / A.

Les élèves, tous paliers confondus, ont retrouvé hier matin les bancs de l'école pour entamer une nouvelle année scolaire. Une rentrée qui a fait couler beaucoup d'encre en raison des nombreuses nouvelles mesures prises.

Lire page 2

Logements AADL 2001-2002

Plus de 14 000 souscripteurs ont choisi leurs sites

Page 4

Rencontres cinématographiques de Béjaïa

«10 949 femmes» de Nassima Guessoum ouvre la compétition

Page 13

Rentrée scolaire 2015-2016

Sous le signe de la surcharge des classes... et des cartables

■ Les élèves, tous paliers confondus, ont retrouvé hier matin les bancs de l'école pour entamer une nouvelle année scolaire. Une rentrée qui a fait couler beaucoup d'encre en raison des nombreuses nouvelles mesures prises.

Par Meriem Benchaouia

Contrairement aux années précédentes, elle s'annonce plutôt apaisée mais la surcharge des effectifs dans les établissements scolaires suscite encore une fois, une grande polémique auprès du corps enseignant et des parents d'élèves. Les syndicats de l'éducation se voient une fois de plus évoquer ce problème récurrent. C'est le cas du Conseil des lycées d'Algérie (CLA) qui a dénoncé hier, à travers un communiqué, certains points noirs de la reprise scolaire 2015-2016, dont la surcharge des classes. Le syndicat a souligné «la non-réception de plusieurs infrastructures scolaires, la fermeture de certains établissements scolaires tels le lycée Boulkine et le lycée Mira à Alger, et la suppression ou réduction dans certains établissements de la filière technique». Cette situation est au sens du CLA synonyme de classes surchargées, d'augmentation du phénomène de la violence, tout comme

Tizi Ouzou

L'enseignement du tamazight généralisé

L'ENSEIGNEMENT du tamazight sera généralisé à travers tous les établissements scolaires de la wilaya de Tizi Ouzou pour cette nouvelle année scolaire 2015/2016, a indiqué, hier, le wali de Tizi Ouzou, Brahim Merrad. S'exprimant devant la presse, en marge du coup d'envoi de la rentrée scolaire depuis le lycée Abane-Ramdane de Tizi Ouzou, M. Merrad a souligné que dès cette année le tamazight sera enseigné dans les 888 établissements de la wilaya de Tizi Ouzou à la faveur du recrutement de 144 enseignants dans cette langue. Ainsi, tamazight sera dispensé à tous les élèves des trois paliers, alors que l'année dernière son enseignement n'était pas assuré pour de nombreux élèves, notamment ceux du secondaire, faute d'enseignants et pour d'autres raisons. Tizi Ouzou sera ainsi la première wilaya à généraliser l'enseignement du tamazight à l'école. Sur un autre registre, le secteur de l'éducation dans la wilaya sera renforcé par la réception de nouveaux établissements, à savoir 3 lycées, 2 collèges et une école primaire. Il est à noter, par ailleurs, que pour cette rentrée quelque 210 260 élèves, dont plus 57 000 nouveaux, ont rejoint les bancs de l'école dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid M.



Ph/Le Jour

elle implique une restriction des postes budgétaires. Le syndicat a alerté en outre le gouvernement quant à sa politique d'austérité qui «diminue notre pouvoir d'achat par l'augmentation des prix de produits de première nécessité, fait de l'abrogation de l'article 87 bis une grande déception parmi les travailleurs et porte atteinte aux acquis des travailleurs concernant la retraite par la révision du code du travail qui vise à l'allongement de nombre d'années de cotisations et la suppression de la retraite anticipée».

Le CLA a considéré que «les travailleurs ne sont pas responsables de la situation critique des finances du pays que déplore le gouvernement, les travailleurs n'ont pas à payer encore pour des décennies de gestion catastrophique et appelle à une mobilisation générale pour sauvegarder les

acquis». Enfin, le CLA a estimé que la stabilité recherchée dans le secteur de l'éducation ne pourra avoir lieu tant que les revendications primordiales des travailleurs et enseignants du secteur ne seront pas prises en considération à savoir : «la promulgation d'un nouveau statut particulier qui valorise la fonction d'enseignant et des travailleurs de l'éducation, une retraite après 25 ans de service effectif à 100%, l'intégration de tous les contractuels et une gestion transparente et réellement au service des travailleurs des œuvres sociales».

Par ailleurs, parmi les engagements pris par le ministre figure l'organisation d'un concours pour la promotion de 45 000 enseignants des trois cycles et la promotion systématique des enseignants qui occupent des postes «appelés à dispa-

raître». A l'occasion de cette rentrée, le ministère de l'Éducation nationale compte faire de la qualité de l'enseignement un des objectifs à atteindre, une finalité qui passe par la mobilisation de tous les moyens matériels, humains et pédagogiques. Le ministère a également introduit une nouvelle méthodologie visant à endiguer l'échec et la déperdition scolaires. Il s'agit de la numérisation du secteur et la rationalisation de la gestion du volume horaire scolaire, en assurant 32 semaines d'activité effectives. L'année scolaire 2015-2016 sera, par ailleurs, marquée par l'élargissement de l'enseignement préscolaire, ainsi que la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe, qui passera de 11 à 20 wilayas. «L'élargissement de l'éducation préscolaire est à même de résoudre le problème des inscrip-

tions dérogatoires, l'enfant à l'âge de 5 ans étant enclin à apprendre en jouant et son inscription en première année du primaire ne constitue pas une solution pédagogique», a souligné le ministre. A ce propos, le ministre de l'Éducation nationale avait annoncé, en juillet dernier, la généralisation de l'enseignement de tamazight à 20 wilayas, affirmant l'engagement du gouvernement pour l'ouverture de postes budgétaires en la matière suivant les besoins exprimés au niveau de chaque région. Concernant le manuel scolaire, les élèves bénéficieront d'un livre unique englobant les activités scientifiques et un autre pour les activités linguistiques et sociales, en vue d'alléger le poids des cartables, d'une part, et d'homogénéiser les programmes pédagogiques, d'autre part.

M. B.

Cherté des fournitures scolaires

Le budget des parents mis à rude épreuve

Les dépenses engagées par les familles à chaque rentrée scolaire sont faramineuses. Un défi permanent pour les parents. Le trousseau scolaire d'un seul enfant peut atteindre jusqu'à 10 000 dinars. Les familles font face aux nouvelles dépenses de la rentrée scolaire. Jamais deux sans trois. La rentrée scolaire, bientôt l'Aïd El Kébir, deux échéances lourdes à supporter pour les pères de famille. La rentrée scolaire est une nouvelle épreuve pour les parents déjà mis en difficulté financière suite aux dépenses de l'été et des fêtes familiales. Les familles aux revenus modestes accusent le coup. A un jour seulement de la rentrée scolaire, l'ambiance de ces préparatifs se fait sentir. Des familles en compagnie de leurs enfants, portant encore les couleurs de l'été, sillonnent les marchés et les vitrines pour choisir

les accessoires scolaires les plus en vogue. Les écoliers veulent du «dernier cri», histoire de frimer devant les camarades. Les enfants préfèrent parfois des articles dont le design sort de l'ordinaire, que ce soit pour les stylos dont les prix les plus bas sont entre 10 DA et 20 DA, ou encore les crayons de couleurs dont le prix plancher commence à partir de 60 DA pour un paquet de 6 crayons. Les parents, quant à eux, ne partagent ni l'enthousiasme ni les goûts de leurs enfants. Ils préfèrent commencer par compter leurs sous et faire la liste des dépenses prioritaires pour la rentrée. Un parent d'élève peut dépenser entre 8 000 et 12 000 dinars pour les fournitures scolaires, souligne l'APS.

Les dépenses ne se terminent pas avec l'achat des fournitures scolaires car il faut ajouter entre 700 DA et 3 000 DA pour un sac

à dos. «En outre, il faut dépenser 850 DA pour acheter les livres scolaires pour mon enfant, qui fait ses premiers pas à l'école», a souligné un parent d'élève. Les parents devront se diriger ensuite vers les magasins de vêtements pour acheter des tabliers dont le prix le moins élevé est de 500 DA. Et comme à chaque rentrée scolaire, les prix des vêtements affichés par les commerçants crachent le feu. Un simple pantalon coûte 3 000 dinars. Rencontré par l'APS devant le CEM 19-Mai 1956 de Zéralda, un père de famille a souligné que son fils n'a pas encore ramené de liste des fournitures scolaires, et avoue qu'il connaît déjà le prix unitaire des cahiers mais qu'il n'a pas encore établi de budget définitif. Un cahier de 32 pages est à 15 DA contre 25 DA pour un cahier de 64 pages et 90 DA pour un

cahier de 288 pages de modèle standard. Il faut aussi compter quelques dinars de plus pour la pâte à modeler, la paire de ciseaux et même les règles d'école de 20 cm flexibles à 100 DA sans oublier les taille-crayons et les trousseaux design et de prix différents proposées à 100, 150, 200 et parfois même 400 DA. Les gommes varient entre 20 et 70 DA et les crayons de couleurs sont à des prix variant entre 50 et 400 DA la boîte. Les dépenses supplémentaires grèvent lourdement les bourses. «Chaque année, je dois prévoir un gros budget pour la rentrée et ce n'est pas toujours évident», se plaint le père de trois enfants. Les dépenses en pareil moment sont lourdes : après le ramadhan, l'Aïd el Fitr, les vacances, les frais scolaires s'ajouteront ainsi à l'achat du mouton de l'Aïd el Adha.

Louiza Ait Ramdane

Lamamra à Paris et le président du Sénat français attendu à Alger

Algérie et France, au-delà du passé colonial

■ La visite de Lamamra entamée hier à Paris sera suivie d'un déplacement du président du Sénat français en Algérie, demain 8 septembre. Il s'agit de deux échanges qui ont leur importance politique, économique et sécuritaire, car les relations algéro-françaises restent sensibles même si un rapprochement est constaté depuis 2012 avec la signature de la déclaration d'Alger.

Par Nacera Chennafi

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a entamé hier une visite de travail de trois jours à Paris, à l'invitation de son homologue français. Un déplacement qui s'inscrit dans l'esprit de la continuité du dialogue entre les gouvernements des deux pays sur tout sur les questions économiques, politiques et sécuritaires.

Selon un précédent communiqué du ministère des Affaires étrangères, les deux responsables vont discuter de la coopération bilatérale et des questions politiques d'intérêt commun.

D'autre part, le chef de la diplomatie algérienne «participe à la deuxième série de consultations ministérielles informelles co-organisées par la France et le Pérou dans le cadre du processus de négociations du régime climatique post-2020 devant rassembler, en décembre prochain à Paris, les Etats parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques».

Au-delà de cette activité, le déplacement de Lamamra en France a son importance politique, économique et sécuritaire, car les relations algéro-françaises restent sensibles même si un rapprochement est constaté



depuis 2012 avec la signature de la déclaration d'Alger par les présidents François Hollande et Abdelaziz Bouteflika.

Aussi, de par l'expérience qu'elle a acquise dans la lutte contre le terrorisme, l'Algérie est à même de jouer un rôle de premier plan dans le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région, d'autant qu'elle est, elle-même, entourée de pays aux frontières instables.

Selon plusieurs observateurs, Paris sait qu'aucune solution des conflits régionaux ne pourrait se faire sans une contribution algérienne, avec notamment le retour d'une influence grandissante de la diplomatie algérienne

sur la scène africaine. La visite de Lamamra à Paris sera suivie d'une visite du président du Sénat français Gérard Larcher (Les Républicains) qui se rendra en Algérie du 8 au 11 septembre en Algérie. «Je serai en Algérie avec une délégation du Sénat la semaine prochaine», a-t-il déclaré dans une conférence de presse à Paris.

Selon sa dernière déclaration de ce responsable, sa visite portera sur les questions régionales avec notamment ce qui se passe en Libye, au Mali et en Tunisie. Des pays dans lesquels la France a des intérêts à défendre et l'Algérie a son rôle central dans la région. Le responsable fran-

çais sera reçu par le Président Bouteflika.

Il faut savoir que sur le plan économique, les relations algéro-françaises commencent à connaître des progrès même si l'Algérie s'attend toujours à des investissements directs productifs surtout en cette situation de crise causée par la chute des prix du pétrole.

Dans sa dernière conférence de presse à l'occasion de sa visite en Algérie, Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères, avait parlé d'une nouvelle page entre les deux pays qui est en train d'être écrite.

N. C.

Le président du Sénat français :

Pour «une lecture de l'histoire respectueuse pour tous»

Dans un entretien à l'APS, le président du Sénat français a soutenu que les relations bilatérales entre l'Algérie et la France connaissent «une très forte dynamique d'approfondissement» dans l'objectif de construire une partenariat d'exception.

Parlant de «défis communs», le responsable français a cité la lutte contre le terrorisme, et la «coopération exceptionnelle» que l'Algérie et la France «ont su nouer pour contribuer à la stabilité dans la zone sahélienne». Pour sa visite en Algérie, il a indiqué qu'il abordera la question des migrants en Méditerranée.

Pour ce responsable, il faut explorer les moyens de mieux associer l'Algérie à la résolution de cette situation qu'il a qualifiée de dramatique.

Le partenariat économique fera partie aussi des discussions qu'il aura avec les responsables algériens. A ce propos, M. Larcher a affirmé «la disponibilité» de son pays à accompagner

l'Algérie dans son développement et sa diversification économique.

D'autre part, un accord de coopération entre le Conseil de la nation et le Sénat français est «à l'étude», et permettra aux deux institutions de «se réunir sur une base régulière, dans le cadre d'un Forum de haut niveau», a-t-il dit.

Par ailleurs, M. Larcher a salué le rôle de l'Algérie et sa «mobilisation exemplaire» dans la lutte contre le terrorisme, notamment dans la région du Sahel, relevant son rôle dans la signature de l'accord de paix et de réconciliation au Mali.

Quant à la situation en Libye, le président du Sénat français estime qu'il n'y avait pas d'autre choix que de «renouer le dialogue entre les Libyens».

Interrogé sur les essais nucléaires français dans le Sud algérien durant la période coloniale, M. Larcher a rappelé que les conséquences étaient «pleinement assumées et prises en

compte» par l'Etat français qui «agit en toute transparence».

Selon lui, les demandes d'indemnisation présentées par les ressortissants algériens sont «examinées dans ce cadre qui n'établit, bien entendu, aucune discrimination entre demandeurs français ou algériens», ajoutant qu'il y a un dialogue régulier entre les gouvernements des deux pays sur le sujet.

Quant à la question de la reconnaissance officielle des massacres commis par la France coloniale en Algérie qui tarde à se faire, M. Larcher a rappelé la déclaration du président français, François Hollande, en décembre 2012, devant les parlementaires algériens.

Le Président Hollande avait estimé que la relation algéro-française «devait reposer sur la franchise et la vérité du passé douloureux», a-t-il rappelé, estimant que c'est sur cette base que les deux pays peuvent «avancer» et «tourner de manière déterminée vers l'avenir». «C'est

la bonne approche et elle permet à nos deux pays de travailler ensemble avec sérénité et respect, dans un climat apaisé», a-t-il dit. Pour lui, la mémoire est un sujet «important» qu'il faut continuer à aborder «sans tabou», et qu'il fallait laisser aux historiens le soin d'écrire l'histoire. «Nous évoquons les drames qui nous ont opposés mais pas suffisamment notre histoire commune, qui s'est écrite sur les champs de bataille de la Grande Guerre et dans les rangs de la France libre. Cette histoire nous rassemble et participe à la construction d'un avenir en partage», selon M. Larcher. Il s'est dit convaincu que «tôt ou tard l'Algérie et la France réussiront ensemble ce que symboliquement, à travers un manuel d'histoire, l'Allemagne et la France ont pu réaliser : une lecture de leur histoire partagée, équilibrée, respectueuse de tous, pour les générations les plus jeunes».

N.C./APS

LA QUESTION DU JOUR

Nouvel intervenant dans le ciel syrien ?

Suite de la page une

En attendant, elle n'a rien de mieux à faire que de privilégier les points de convergence avec les Américains, dont au premier chef le préalable du départ de Bachar Al Assad. Les Etats-Unis auraient évolué aussi sur ce point, en se rapprochant peu ou prou de la position russe, ou même seulement en trahissant des signes de fléchissement en ce sens, le roi saoudien n'aurait plus eu de raison de se rendre à Washington. En effet, on se déplace en visite officielle dans un pays pour célébrer ce qui fait qu'on le considère encore comme ami non pour marquer les désaccords qu'on a avec lui. Le départ de Bachar Al Assad, on peut se demander si en définitive ce n'est pas là le seul sujet où il y a encore identité de vue entre ces deux vieux alliés que sont les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Or le temps n'est plus où il suffisait pour eux d'être d'accord sur quelque chose pour que la difficulté correspondante s'en trouve par là même résolue. Il faut désormais compter avec des acteurs qui jusque-là n'avaient pas leur mot à dire dans les problèmes du Moyen-Orient : la Russie d'une part, l'Iran de l'autre, même si ce dernier n'est pas spécialement un intrus, étant de la même région que l'Arabie saoudite, et à ce titre devant avoir voix au chapitre. De sorte que le sort de Bachar Al Assad risque beaucoup de ne pas se régler conformément à ce qu'ils en ont convenu. A s'en tenir aux derniers développements sur le terrain, on peut même douter qu'il y ait une solution politique selon leur diktat commun. Ce sont les craintes exprimées par le chef de la diplomatie américaine directement à son homologue russe, faisant état d'indices montrant une implication plus importante, plus directe surtout, des Russes aux côtés de l'armée syrienne, qui en attestent. Il est question d'un possible renforcement de la présence militaire russe, susceptible de se traduire par l'envoi d'avions russes chargés d'effectuer des frappes sur des positions tenues par les groupes terroristes, à l'imitation des avions de la coalition menée par les Etats-Unis. Des avions de plusieurs pays, qui ont en commun leur hostilité au régime syrien, sillonnent le ciel syrien depuis maintenant des mois, qui n'ont pas eu besoin pour le pénétrer de l'accord du pays concerné. Il n'a manqué jusque-là dans le ciel syrien que des avions aux couleurs de pays amis du pouvoir en place. Le temps semble être venu de corriger jusqu'à un certain point un déséquilibre aussi marqué.

M. H.

Logements AADL 2001-2002

Plus de 14 000 souscripteurs ont choisi leurs sites

■ Une journée après le lancement de cette opération via internet, et malgré la saturation du site, plus de 14 000 souscripteurs au programme de logements location-vente 2001-2002 ont pu choisir leurs sites de logement, a indiqué, hier, le directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

Par Thinhinene Khouchi

Pour permettre aux souscripteurs 2001-2002 de choisir le site de leur logement avant le versement de la seconde tranche, l'Agence nationale de l'amélioration

Wilaya d'Alger Le passeport biométrique délivré à partir d'aujourd'hui dans les communes

L'OPÉRATION-pilote relative à la délivrance du passeport biométrique au niveau des communes d'Alger sera officiellement lancée aujourd'hui, a annoncé samedi le wali Abdelkader Zoukh.

«Conformément aux instructions du gouvernement, l'opération de délivrance du passeport biométrique sera officiellement lancée lundi dans la wilaya d'Alger par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales», a affirmé M. Zoukh lors d'une réunion sur la rentrée sociale tenue avec les présidents des 57 APC de la wilaya. Jusqu'ici, 44 sur les 57 communes de la wilaya d'Alger sont dotées de salles et de matériels (pour la photo numérique et l'enrôlement des empreintes digitales) nécessaires au bon fonctionnement du service du passeport biométrique, a souligné la wilaya dans un rapport sur «la modernisation du service public» présenté lors de cette réunion. Dans une première étape, l'enrôlement des empreintes digitales et la prise de photos numériques se feront dans 16 communes d'Alger, avant d'être généralisés à toutes les communes de la wilaya, et aux communes importantes du pays, avait indiqué le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, en marge de sa récente visite de travail à Constantine. Pour M. Zoukh, cette opération, qui entre dans le cadre de la modernisation et la décentralisation des services de l'Etat et l'amélioration du service public, permettra d'alléger la pression sur les circonscriptions administratives et de lutter contre la bureaucratie. Au service du passeport biométrique de la commune d'Alger-Centre, 16 agents formés pour cette nouvelle tâche travailleront en deux brigades jusqu'à 18h00 pour pouvoir recevoir jusqu'à 300 demandes par jour, selon un édit de cette commune.

Hani Y.

tion et du développement du logement AADL a ouvert un site qui a permis à plus de 14 000 souscripteurs de valider le formulaire pour le choix du site : quartier, immeuble, étage. En effet, dès son ouverture, le site a rencontré des problèmes techniques, ce qui a rendu son accès difficile. Il fallait réessayer plus d'une fois pour y accéder. M. Belarib, directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), lors de son passage à la Radio nationale, a précisé que «14 882 souscripteurs ont validé le formulaire pour le choix du site de leurs logements, dont 11 592 au niveau de la wilaya d'Alger». Depuis le lancement de cette opération samedi, plus de 6 millions de personnes se sont connectées au site web de l'AADL (www.aadl.com.dz), selon le directeur de l'Agence qui a rassuré que les capacités du site avaient été doublées pour pouvoir accueillir le nombre important de visiteurs et écarter toute saturation. L'opération du choix des sites va se poursuivre jusqu'à l'inscription totale des souscripteurs AADL 2001-2002 ayant actualisé leurs dossiers en 2013 et versé la première tranche de 10%, a affirmé le même responsable. Le nombre des souscripteurs de 2001 et 2002 à la formule location-vente



de l'AADL s'élève à 104 757, dont 89 152 ont payé la première tranche (66 436 à Alger). Interrogé sur l'opération du choix des sites de logements des souscripteurs du programme 2013 AADL 2, M. Belaribi a sou-

igné que cette opération était tributaire de l'avancement des différents projets qui doivent atteindre un taux de réalisation de 60% à 70%. Sur les 230 000 logements AADL répartis sur 16 sites au niveau national, 167 623

logements sont en cours de réalisation, selon M. Belaribi qui prévoit la livraison des premiers logements 2001-2002 au cours du premier semestre 2016.

T. K.

Un pic de bouchons à Alger

Les routes de la capitale virent à l'asphyxie

Un pic de bouchons a refait de nouveau son apparition hier à Alger, annonçant ainsi la rentrée sociale et scolaire. Une reprise grise à l'image du ciel et de la situation chaotique qu'on a vue les voyageurs durant des heures. Le trafic vire soudainement du vert au rouge.

Alger s'est réveillé hier avec des bouchons de plusieurs kilomètres sur plusieurs routes. Le cauchemar des automobilistes s'est généralisé sur toutes les voies menant vers la capitale, à savoir les raccourcis, les bretelles et les routes nationales. Ces files de voitures immobiles risquent fortement de se reproduire quotidiennement, générant ainsi le stress aux voyageurs.

Et ce, de 8 heures jusqu'à l'après midi, cumulant ainsi des heures d'attente. Plusieurs causes expliquent cette situation chaotique. Hormis les heures de pointe habituelles et la rentrée sociale, il faut ajouter la rentrée scolaire, avec huit millions d'élèves qui ont repris le chemin de l'école. Quant à l'université, le nombre d'étudiants dépasse le chiffre attendu. Ceci est constaté

au niveau des stations des transports estudiantins, car il ne s'agit pas de la reprise des cours mais seulement de sessions des ratapages et inscriptions.

L'ampleur de ce rendez-vous, communément appelé rentrée sociale, a connu son premier retage lorsqu'on constate toute cette circulation qui avance à la vitesse d'une tortue. L'autoroute numéro 5, accès principal conduisant vers la capitale, a été paralysée durant des heures. Un chauffeur de bus nous a déclaré avoir démarré de Douéra vers 9h, et être arrivé à Ben Aknoun vers midi, soit 3 heures de trajet. «Je pensais que des accidents étaient survenus, ce qui aurait bloqué l'accès, mais finalement rien d'important», a-t-il expliqué.

Le trafic vire désormais au rouge, alors que ces mêmes routes furent rarement bloquées durant le mois d'août. Cette situation est-elle seulement un fait ordinaire qui coïncide avec la fin des vacances et qui se manifeste rarement ou un fait qui s'est «normalisé» à la longue ? La question n'a qu'une seule réponse : la cause n'est nullement

dans la fin des congés, car le fait s'étale durant des mois non-stop.

Face à ce calvaire, certains chauffeurs se voient alors dans l'obligation d'enfreindre le code de la route. Ligne jaune, sens interdit, dédoublement sur des voies interdites... ne figurent pas dans les calculs des chauffeurs pressés, toutes ces infractions ont figuré hier sur les routes de la capitale, principalement justifiées par la lenteur de la circulation. Les voitures de service, à l'instar des ambulances, n'ont

aucune chance de passer malgré l'urgence, elles doivent suivre le même rythme que les autres malgré la priorité qui leur est accordée puisque les bandes d'arrêt d'urgence étaient comme les autres saturées. Certains experts en économie ont évoqué le sujet des bouchons sur les routes, pour eux lorsque les files interminables de voitures se produisent quotidiennement, la mauvaise gouvernance est mise en question. A ce sujet, est-ce le cas pour l'Algérie ?

Mohamed Mabkhout

Entre Alger et Batna Reprise du trafic ferroviaire de voyageurs

LE TRAFIC de voyageurs sur la ligne ferroviaire Alger-Batna en passant par M'sila (environ 460 km) reprendra à compter de lundi, «en réponse aux doléances des usagers», a annoncé hier la Société nationale des transports ferroviaires (Sntf) dans un communiqué. Le train quittera la gare centrale d'Alger à 12h30, il s'arrêtera à Bouira (14h12), à Bordj Bou-Arreridj (15h53), à M'sila (16h42), à Barika (18h07), à Ain Touta (18h43) avant d'arriver à la gare de Batna à 19h09, soit après six heures et quarante minutes de trajet, note le communiqué. A partir de Batna, le départ est prévu à 4h30 et l'arrivée à la gare centrale d'Alger à 11h15, après des arrêts à M'sila (6h51), Bordj Bou-Arreridj (7h40) et Bouira (9h33).

K. Y.

Laksaci au sujet des outils de surveillance macro prudentielle

«Le renforcement a permis de préserver la solidité financière»

■ Le renforcement en 2014 des outils de surveillance macro prudentielle a permis à l'Algérie de préserver sa solidité financière en dépit de la croissance des crédits, a affirmé hier le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci.



Par Ahmed O.

«**A**u cours de l'année 2014, un renforcement des outils macro prudentiels a été engagé, notamment par la mise en place de nouveaux outils permettant des analyses horizontales des risques et des tests de résistance», a indiqué M. Laksaci à l'ouverture d'un atelier de formation destiné aux cadres des banques centrales africaines sous le thème «Surveillance macro prudentielle : des perspectives multiples, un objectif unique». Pour renforcer le cadre opérationnel de la stabilité financière, le Conseil de la monnaie et du crédit a édicté en 2014 un

nouveau dispositif prudentiel pour une conformité des règles prudentielles aux nouveaux standards et normes du Comité de Bâle, a noté le gouverneur de la Banque centrale algérienne. Dans ce sens, «trois règlements ont été édictés au premier semestre 2014, avec effet à partir d'octobre, et portant ratios de solvabilité, grands risques et participations, et classement et provisionnement des créances et engagements par signature», a-t-il précisé. Dans le cadre de cette nouvelle réglementation, le ratio de solvabilité minimum par rapport au «tier one» est fixé à 9,5%, soit un ratio supérieur au ratio minimum recommandé par le Comité de Bâle, alors que le ratio

de solvabilité minimum par rapport aux fonds propres réglementaires a été fixé à 12%. «Une évaluation des indicateurs de solidité financière à fin 2014 montre que la solidité du secteur bancaire algérien est relativement préservée en dépit de la phase ascendante du cycle de crédits», a relevé M. Laksaci. En outre, la rentabilité des fonds propres s'est consolidée en 2014 à 24% de même que le rendement des actifs (+2%) en situation de liquidité encore ample. D'autre part, la Banque d'Algérie renforcera davantage ses capacités en matière de conduite de la politique macro prudentielle. A cet effet, le rôle du Comité de stabilité financière

sera renforcé à court terme notamment en ce qui concerne l'évaluation périodique de la solidité financière et des stress tests. En parallèle, «un large exercice de stress testing sera conduit au quatrième trimestre 2015 pour évaluer le degré de résilience du secteur bancaire face aux développements économiques récents», a fait savoir M. Laksaci. Par ailleurs, l'utilisation soutenue des instruments macro prudentiels dans un contexte de chute des prix du pétrole qui a affecté la position financière de l'Algérie, «permettra d'appuyer la conduite de la politique monétaire», a-t-il soutenu. Ainsi, la nouvelle approche de supervision macro prudentielle mettra davantage l'accent, selon M. Laksaci, sur le processus d'allocation des crédits par les banques afin d'endiguer la réapparition de risques concentrés et la hausse des créances non performantes. De son côté, le secrétaire exécutif de l'Association des banques centrales africaines (ABCA), Papa Lamine Diop, a souligné que la crise financière internationale de 2008 «a démontré l'importance d'une supervision macro prudentielle en mesure de prévenir et d'anticiper les risques systémiques». Il a indiqué à l'APS, en marge de l'atelier, que l'expérience algérienne en la matière «représente un exemple à suivre par les banques centrales du continent africain». Selon des chiffres avancés par M. Diop, les actions de formation et d'assistance engagées par l'ABCA en faveur de l'Algérie

s'élève à 40 projets. Organisé par la Banque d'Algérie en collaboration avec l'ABCA, l'instrument de coopération algéro-allemande (GLZ) et le cabinet canadien de conseil et de formation en finances Toronto Centre, cet atelier de formation a connu la participation de cadres des banques centrales d'une vingtaine de pays africains.

A. O./APS

Pétrole Les prix terminent la semaine en baisse

LES COURS du pétrole ont fini la semaine en baisse, après une semaine instable, affaiblis par le renchérissement d'un dollar stimulé par une baisse du taux de chômage et une hausse des salaires aux Etats-Unis, dans un marché plombé par la surabondance d'offre. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a perdu vendredi 73 cents à 49,95 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 53 cents à 46,22 dollars. L'économie américaine n'a en effet créé que 173 000 emplois en août, un chiffre décevant pour les analystes qui tablaient en moyenne sur 217 000 nouvelles embauches. Mais les opérateurs ont accueilli favorablement la hausse des salaires et un recul du taux de chômage à un plus bas depuis avril 2008, pensant ainsi qu'une hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) est toujours possible avant la fin de l'année, souligne des analystes. La Fed a en effet fait de la reprise notable et pérenne de l'emploi aux Etats-Unis un des déclencheurs d'un resserrement monétaire. Les cours demeuraient également sous la pression d'une offre surabondante alors que l'Arabie saoudite, qui a de nouveau baissé ses prix à l'exportation vers le marché asiatique notamment, poursuit sa stratégie de protection de ses parts de marchés. «A cause de la politique d'augmentation de la production poursuivie par l'Arabie saoudite et des records de production de l'Irak, le marché est sur-approvisionné. En plus, il y a la perspective du retour du pétrole iranien», explique un expert.

R. E.

Bourse mondiale

Wall Street rechute, l'emploi US maintient le flou

La Bourse de New York a été de nouveau emportée par un accès de volatilité et a terminé la semaine sur une nouvelle séance de baisse, les chiffres de l'emploi du mois d'août aux Etats-Unis n'ayant rien fait pour dissiper les incertitudes entourant le calendrier du relèvement des taux d'intérêt de la Réserve fédérale. L'indice Dow Jones des 30 grandes valeurs a perdu 272,38 points, soit 1,66%, à 16 102,38 points. Le Standard & Poor's-500, plus large, a cédé 29,91 points (-1,53%) à 1 921,22 et le Nasdaq Composite a reculé de 49,58 points (-1,05%) à 4 683,92. Sur la semaine, le Dow a abandonné 3,2%, le S&P 3,4% et le Nasdaq 3%.

Le rapport mensuel du département du Travail se prêtant à plusieurs interprétations, les investisseurs restent dans le flou quant aux intentions supposées de la Fed à l'entame d'un week-end prolongé, lundi étant férié aux Etats-Unis pour cause de

Labour Day. Les créations d'emplois ont été nettement inférieures aux attentes (173 000 contre 220 000 attendues par les économistes) mais les chiffres des deux mois précédents ont été revus en hausse, le taux de chômage (5,1%) est tombé à un plus bas depuis avril 2008 et le salaire horaire moyen et la durée hebdomadaire de travail ont tous deux augmenté.

La lecture de ce rapport ne fait qu'alimenter l'anxiété d'investisseurs déjà rendus nerveux par les multiples signes de ralentissement de l'économie chinoise et la chute des marchés actions depuis la mi-août à travers le monde. Le comité de politique monétaire de la Fed se réunira les 16 et 17 septembre et pourrait à cette occasion décider de la première hausse de taux d'intérêt depuis près de dix ans. «Avec ce rapport sur l'emploi (...), la Réserve fédérale se retrouve plongée dans un véritable noeud d'incertitudes quant

à un relèvement des taux d'intérêt en septembre», a commenté Mohamed El-Erian, conseiller économique en chef chez Allianz. Partisan affiché d'un tour de vis monétaire, Jeffrey Lacker, l'un des principaux responsables de la Fed, a jugé vendredi que l'économie des Etats-Unis n'avait plus besoin de taux quasi nuls, comme c'est le cas depuis 2008.

Netflix poursuit sa glissade

Aux yeux des principales banques de Wall Street, l'hypothèse d'un relèvement des taux dès septembre a cependant perdu en crédibilité ces dernières semaines et elles parient désormais davantage sur la patience de la Fed. Témoin de ce climat de nervosité, l'indice de la peur à Wall Street, l'indice de volatilité du CBOE, a bondi de 13% en cours de séance à 28,99, nettement au-dessus de 20, sa moyenne à long terme. «Les

investisseurs ne veulent pas prendre de gros paris avant le long week-end, les marchés chinois sont fermés depuis deux jours et le rapport sur l'emploi ne fait qu'ajouter de l'incertitude sur ce que va faire la Fed», a souligné Art Hogan, responsable de la stratégie marchés chez Wunderlich Securities.

Tous les indices sectoriels du S&P ont fini dans le rouge, en particulier les matières premières (-2,03%) et les financières (-1,93%) avec Goldman Sachs (-2,53%). Par leur poids dans la cote, Microsoft (-2,05%) et Apple (-1,00%) ont été les deux principaux freins du S&P-500 et du Nasdaq. Yahoo a pour sa part abandonné 2,95% à 31,58 dollars. Netflix, en recul de 2,25% à 98,79 dollars, a poursuivi sa glissade entamée depuis que le magazine Variety a rapporté qu'Apple pourrait se lancer dans la création de contenus originaux pour de la vidéo à la demande.

S. H./Agences

Ouargla

Divers projets pour moderniser le secteur des transports

■ La wilaya de Ouargla a bénéficié, au cours des dernières années, de divers projets visant à moderniser le secteur des transports et à booster le développement socio-économique dans la région, a-t-on appris auprès des responsables locaux.

Par Lamine D./APS

Parmi ces projets, en cours de réalisation ou en phase d'étude, figurent la nouvelle voie ferrée qui entre dans le cadre de la boucle ferroviaire sud-est, appelée à assurer l'extension, le maillage et l'interconnexion des nouvelles lignes avec les lignes existantes. La boucle sud-est d'un linéaire global de 540 km est composée de quatre lignes principales desservant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, Ouargla et El-Oued, avec une vitesse de 220 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour ceux de transport de marchandises. Elle fait partie du plan de liaison des villes principales des wilayas des oasis (Laghouat, Ghardaïa, Ouargla, Hassi Messaoud et Touggourt) au réseau ferroviaire existant, à savoir les voies ferrées Laghouat-Ghardaïa (180 km), Ghardaïa-Ouargla (180 km) et Ouargla-Hassi Messaoud (100 km), a-t-on précisé. Les travaux de réalisation de la section Touggourt-Hassi Messaoud, d'un linéaire de 147 km, ont enregistré un taux d'avancement estimé à plus de 30%, a-t-on fait savoir. Dotée d'un financement estimé à 70 milliards DA au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC-2010), la voie ferrée Touggourt-Hassi Messaoud combinera quatre gares de voyageurs en plus d'une autre de marchandises, ainsi que 22 ouvrages d'art sur son tracé, selon la fiche technique du projet. L'actuel réseau ferroviaire est limité à une voie unique (Biskra-Touggourt), au trafic modeste avec des performances faibles, a-t-on estimé. Selon le schéma directeur sectoriel ferroviaire, le développement du transport ferroviaire dans la région passe notamment par la modernisation et l'électrification de la ligne existante Biskra-Touggourt, outre la réalisation progressive de la boucle sud-est et la création d'une plateforme logistique (port sec) à Touggourt pour accompagner et promouvoir le développement des régions du Sud versées dans différents créneaux économiques. Le secteur des transports dans la wilaya de Ouargla sera renforcé prochainement par des gares routières, et des stations urbaines sont projetées à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-on signalé à la direction locale des transports. Il s'agit d'une étude de réalisation de



deux gares routières dans les communes de N'goussa (type B) et Hassi Messaoud (type A), ainsi que de deux autres de type C à Témachine et Taïbet, outre cinq stations urbaines à Ouargla, Sidi-Khouiled, El-Hedjira, Touggourt et Taïbet. Une fois opérationnelles, ces structures contribueront à la diminution du déficit en matière de structures d'accueil des voyageurs, et accompagneront le développement que connaît la wilaya de Ouargla, notamment dans le cadre du renforcement de son réseau routier. Les travaux de réalisation d'une nouvelle gare routière (type A) dans la commune de Touggourt sont en voie d'achèvement. Un montant de 455 millions DA a été réservé, au titre du programme spécial Sud du développement (PSSUD), à la réalisation de cette gare routière implantée sur une superficie globale de 60 000 m² dont une surface bâtie de 2 800 m². Elle disposera de 30 quais de bus, dont 10 de transit, 64 places pour taxis,

un parking pour 48 voitures particulières, et un espace de 7 000 m² consacré à la future gare ferroviaire, selon la fiche technique. La future gare routière de Touggourt permettra d'assurer une coordination systématique des flux d'usagers et dans des meilleures conditions de confort et de sécurité, prévoit-on. Concernant le transport urbain, Ouargla a bénéficié d'un projet en cours de réalisation d'un tramway, dans le cadre du programme retenu en faveur de cette wilaya pour moderniser le secteur et mettre à niveau les prestations offertes aux usagers. Livrable à la fin de 2016, le futur tramway de Ouargla couvrira une distance de 12,6 km, jalonnée de 23 stations, depuis le quartier En-Nasr, flanc ouest de la ville, vers le vieux ksar. Il permettra, avec ses rames doubles, de transporter quelque 3 450 passagers/heure, selon sa fiche technique.

L.D./APS

Tizi-Ouzou

La généralisation de l'enseignement préparatoire en ligne de mire

Le secteur de l'Education nationale à Tizi-Ouzou œuvre, à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire, à la généralisation de l'enseignement préparatoire, à travers l'ensemble des villes et villages de la wilaya, en coordination avec les directions des affaires religieuses et des wakfs et de l'action sociale, a-t-on appris hier, du chargé de la communication à la direction locale du secteur. Cet objectif est le «nouvel enjeu du secteur», après avoir relevé le défi de la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe, dans les trois cycles scolaires, à travers la wilaya, dont l'encadrement est assuré par 1 035 enseignants, a indiqué Mohamed Tachaâbount. Pour concrétiser ce nouvel objectif, il est attendu l'ouverture, pour la première fois, de classes préparatoires au niveau des écoles coraniques et des crèches, a-t-il signalé, relevant que la constitution de groupes pédagogiques en enseignement préparatoire se poursuivra

«jusqu'à fin décembre 2015», à travers toute la wilaya. A ce jour, le nombre d'inscrits en classes préparatoires est estimé à 15 341 enfants, repartis sur 760 groupes pédagogiques, a-t-il fait savoir.

La couverture d'un déficit éventuel en enseignants, dans ce cycle, se fera par un recours aux listes d'attente du secteur, issues des concours professionnels des cycles communs, prévus en octobre prochain, a en outre, signalé le même responsable. D'autre part, il a fait état du lancement, depuis juin dernier, des opérations de distribution de la prime et des livres scolaires aux élèves, relevant de catégories nécessiteuses. Sachant que la wilaya compte actuellement deux centres de diffusion des documents pédagogiques, au niveau des communes de Tizi-Ouzou et d'Azzazga. S'exprimant sur les mesures prises pour le maintien du «leadership» de la wilaya en matière de résultats scolaires de fin de cycles

au niveau national, M.Tachaâbount a affirmé que la stratégie adoptée ces dernières années qui s'est avérée «efficace», serait reconduite lors du nouvel exercice pédagogique, citant la reconduction des cours de soutien aux élèves des classes de fin de cycle (cinquième, BEM, baccalauréat), et l'ouverture des classes, à leur profit, après la fin des cours, et durant les week-ends et les vacances, pour leur permettre de réviser en groupes. Une cellule d'écoute des élèves et leurs parents a été mise en place, dernièrement, afin de répondre à leurs préoccupations, durant les matinées du mois courant, est-il encore signalé, à ce propos. Un effectif global de 194 719 élèves (tous cycles confondus) a rejoint les bancs des écoles, à Tizi-ouzu, dimanche, selon la même source, qui a fait part de la réception, à l'occasion, de trois nouveaux lycées, deux CEM et une école primaire.

Farid L.

Jijel Création prochaine de cinq nouvelles zones d'activités

Cinq nouvelles zones d'activité seront créées à Jijel, en parallèle avec la pénétrante autoroutière devant relier le port de Djendjen à El Eulma (Sétif), a-t-on appris hier, auprès des services de la wilaya. Ces zones seront implantées à hauteur des échangeurs prévus dans le projet de réalisation de cette pénétrante qui reliera Jijel à la wilaya de Sétif via la wilaya de Mila, sur 103 km, a-t-on précisé. Par ailleurs, s'agissant de l'investissement privé, cent treize dossiers ont été validés à Jijel de 2011 à ce jour, selon les mêmes sources qui ont précisé que ces investissements concernent essentiellement les créneaux du tourisme, de l'agroalimentaire et de la promotion immobilière. Des projets qui représentent un investissement global de 75 milliards de dinars avec, à la clé, la création de 14 158 emplois, a-t-on également indiqué à la wilaya. Lors d'une récente réunion, le wali, Larbi Merzoug, annonçant la création de ces zones d'activité, avait appelé les responsables et les élus locaux à «ouvrir les portes» à l'investissement, notamment lorsque celui-ci est orienté vers les secteurs touristique, industriel et agricole. Il avait aussi ordonné la récupération des assiettes foncières dont les concessionnaires n'ont pas respecté les cahiers des charges.

R.R.



Tunisie

Christine Lagarde en visite de travail les 8 et 9 septembre

■ Cette visite, la deuxième effectuée par Lagarde en Tunisie depuis sa prise de fonction à la tête du FMI à la mi-juillet 2011 (la 1^{re} visite a eu lieu en février 2012), vise à évaluer les réformes accomplies par le pays dans le cadre de l'accord de confirmation conclu entre la Tunisie et le FMI, en juin 2013, en vertu duquel un crédit de 1 680 millions de dollars a été accordé à la Tunisie.



Christine Lagarde

Par Souhila K./Agences

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, effectuera, les 8 et 9 septembre 2015, une visite de travail en Tunisie, à l'invitation du Chef du gouvernement Habib Essid, a annoncé le ministre des Finances, Slim Chaker, dans un entretien accordé à l'agence TAP. Cette visite, la deuxième effectuée par Lagarde en Tunisie depuis sa prise de fonction à la tête du FMI à la mi-juillet 2011 (la 1^{re} visite a eu lieu en février 2012), vise à évaluer les réformes accomplies par le pays dans le cadre de l'accord de confirmation conclu entre la Tunisie et le FMI, en juin 2013, en vertu duquel un crédit de 1 680 millions de dollars a été accordé à la Tunisie. Jusqu'à ce jour, la Tunisie n'a reçu que 1 150 millions de dollars consacrés à la consolidation des ressources du budget de l'Etat. Cette visite intervient quelques jours avant la tenue de la réunion du conseil d'administration du FMI pour débattre de la 6^e revue qui permettra à la Tunisie, après approbation, d'obtenir une tranche de 303,08

millions de dollars, alors que la dernière tranche de ce financement, estimée à environ 200 millions de dinars, sera débloquée lors du parachèvement de l'accord prévu pour le 31 décembre 2015. Le FMI avait annoncé, récemment, que la délégation du FMI en Tunisie est parvenue à une entente avec les autorités tunisiennes concernant la 6^e revue dans le cadre de l'accord de confirmation.

La délégation s'est réjouie de l'engagement des autorités à appliquer leur programme économique national après avoir parachevé avec succès l'opération du changement politique. Elle ambitionne, par ailleurs, de poursuivre sa coopération étroite en vue de réaliser les objectifs du programme, à savoir la stabilité économique, une croissance plus forte et un développement inclusif, selon le site Web du FMI. «La visite de Lagarde constituera une opportunité pour le FMI afin d'évaluer son expérience avec notre pays qui demeure pour l'Institution de Bretton Woods ainsi que pour les autres bailleurs de fonds et les pays du monde, une expérience unique en son genre, notamment après la réussite de

sa transition politique et son souci de réaliser la transition économique malgré les difficultés», a souligné le ministre des finances.

Chaker a ajouté que «le FMI considère la Tunisie comme un laboratoire qui lui permettra de mettre en place les mécanismes nécessaires et de revoir ses politiques, de manière à intervenir dans d'autres pays semblables à la Tunisie qui auront besoin, au cours des prochaines années, de ses interventions, à l'instar de la Syrie et du Yémen». Le ministre a, par ailleurs, affirmé que les discussions avec la responsable du FMI seront axées sur les moyens à même de parachever l'accord de confirmation et la date de décaissement de la dernière tranche du crédit convenu qui permettra à la Tunisie de disposer des financements dont l'économie nationale a grandement besoin. Le gouvernement tunisien n'a pas encore décidé de demander une nouvelle aide du FMI, précise encore Chaker, sans toutefois nié la possibilité de négocier un deuxième programme de coopération avec l'Institution de Bretton Woods. Cette éventualité reste tributaire

de la volonté du FMI de financer un nouveau programme et de celle du gouvernement tunisien de bénéficier des financements de ce bailleur de fonds, a expliqué le ministre.

Et d'ajouter que «l'intervention du FMI qui s'est faite à la demande de la Tunisie et ne lui a pas été imposée, a permis au pays de bénéficier non seulement des financements mis à sa disposition mais également de l'expérience des experts du FMI qui ont exercé dans plusieurs pays du monde et mis au service du pays la synthèse de leur expertise», a encore souligné Chaker. Il a recommandé de ne pas diaboliser le FMI qui n'intervient dans un pays qu'à sa demande et finance un programme de coopération négocié au préalable. La coopération avec le FMI constitue en outre une assurance pour la Tunisie en cas de sortie sur les marchés internationaux ou lors d'un recours à d'autres bailleurs de fonds comme la Banque mondiale (BM) et l'Union européenne (UE) ainsi que quelques pays du Golfe, a fait savoir le ministre.

S.K./Agences

Libye

Messahel s'entretient avec ses homologues nigérien et tchadien

Le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, s'est entretenu, hier à Alger, avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur de la République du Niger, Kane Aichatou Boulama, et le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine de la République du Tchad, Moussa Faki Mahamat. L'entretien s'est déroulé avant

les travaux de la rencontre tripartite regroupant l'Algérie, le Niger et le Tchad, qui sera consacrée à la situation dans la sous-région, notamment en Libye. La rencontre qui «s'inscrit dans la tradition de concertation entre ces pays sur les questions intéressantes la coopération et la sécurité dans la sous-région, sera l'occasion pour les trois ministres de procéder à un échange de vues et d'analyses sur la situation préoccupante prévalant dans leur voisinage immédiat», avait indiqué le ministè-

re des Affaires étrangères. La réunion «permettra aussi de renouveler l'engagement des trois pays d'accompagner les frères libyens dans la recherche d'une solution politique sous l'égide des Nations unies, devant mener à la formation d'un gouvernement d'union nationale capable de relever les multiples défis auxquels est confrontée la Libye et de préserver l'unité, l'intégrité territoriale ainsi que la cohésion du peuple libyen frère», a-t-on ajouté.

R.M.

Maroc

Le parti islamiste prend date pour les législatives

LE PARTI ISLAMISTE au Maroc, mené par le Chef du gouvernement Abdellah Benkirane, a pris date pour les législatives de 2016 en dominant vendredi les élections locales, signe de son implantation durable dans le paysage politique. Le Parti justice et développement (PJD) a remporté les régionales avec 25% des sièges et pris la 3^e place des communales, terminant en tête dans les principaux centres urbains dont Fès, la capitale spirituelle. Cette nouvelle assise locale, qui se dessinera réellement si le PJD parvient à nouer des alliances à son avantage, va permettre à la formation islamiste d'aborder en bonne posture la ligne droite menant au prochain scrutin législatif, dans un an. «Il y a une grande ressemblance entre les élections régionales et les législatives et nous pensons que cette victoire va renforcer notre position», a assuré à l'AFP Abdelali Hamieddine, un haut responsable de la formation islamiste.

La partie n'est toutefois pas gagnée, estime Manar Slimi, politologue à l'université Mohammed-V de Rabat. «Le plus important sera de voir qui va diriger les régions et ce ne sera pas facile pour le PJD car les partis avec lesquels il est susceptible de s'allier au niveau régional ont enregistré des résultats modestes», avance-t-il. Au niveau communal, le PJD (15,9% des sièges) a par ailleurs été devancé par ses rivaux de l'opposition, le Parti authenticité et modernité (PAM, libéral, 21,1%) et le Parti de l'Istiqlal (PI, conservateur, 16,2%). Ces deux formations, comme les autres partis d'opposition au plan national, ont balayé samedi l'idée d'entrer dans des coalitions locales comprenant le PJD. La formation islamiste sait qu'elle sera une cible de choix pour ces deux poids lourds de la scène politique dans l'optique des législatives, d'autant que l'Istiqlal aura une revanche à prendre après le camouflet subi dans son bastion de Fès (centre). Parti récent – il a été fondé en 2008 par un proche conseiller du roi –, le PAM a déjà rouvert les hostilités, son N.2 dénonçant l'«interprétation spéciale de l'Islam» du PJD. «Ils sont un Etat dans l'Etat, ils travaillent dans l'ombre, et leur projet ne se limite pas au Maroc mais s'étend partout», a affirmé Ilyas el-Omari. Dans l'immédiat et en fonction du jeu des alliances, le parti islamiste devrait être en mesure de diriger trois des quatre régions les plus peuplées du Maroc (celles de Fès, Casablanca et Rabat). Celles-ci représentent 15,5 millions d'habitants, soit presque la moitié de la population du royaume, et plus de 40% du PIB national.

S.T./AFP

Proche-Orient

Netanyahu refuse qu'Israël soit «submergé» par des migrants

■ Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a prévenu hier que son pays ne se laisserait pas «submerger» par des réfugiés syriens et africains et annoncé le lancement de la construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie.

Par Ali O.

«**N**ous ne laisserons pas Israël être submergé par une vague de migrants illégaux et d'activistes terroristes», a affirmé M. Netanyahu lors du conseil hebdomadaire des ministres, au lendemain d'un appel du chef de l'opposition, Isaac Herzog, à accueillir des Syriens fuyant la guerre civile. «Israël n'est pas indifférent à la tragédie humaine des réfugiés syriens et africains (...) mais Israël est un petit État, très petit qui ne dispose pas d'une profondeur démographique et géographique, c'est pourquoi nous devons contrôler nos frontières», a-t-il ajouté, selon un communiqué de son bureau. Pour y parvenir, le Premier ministre a annoncé qu'Israël «commence aujourd'hui à construire une clôture à la frontière avec la Jordanie», le quatrième «mur» érigé par l'État hébreu. Israël a déjà achevé d'ériger en 2013 une clôture électronique de 240 km le long de sa frontière avec l'Égypte. Cet ouvrage a réduit quasiment à zéro le nombre de migrants afri-



PH. > D. R.

cains entrant illégalement en Israël. Plus de 50 000 d'entre eux venus essentiellement d'Érythrée et du Soudan avaient auparavant réussi à passer en Israël par le Sinaï égyptien. «Nous n'attendons pas, nous allons autant que possible entourer les frontières d'Israël avec une clôture

de sécurité sophistiquée qui permettra de contrôler nos frontières», a ajouté le Premier ministre. Il a également précisé qu'Israël allait renforcer la clôture

sur le plateau du Golan. Israël occupe depuis 1967 quelque 1 200 km² du plateau du Golan, qu'il a annexés en 1981, tandis qu'environ 510 km² restent sous

contrôle syrien, une annexion jugée illégale par la communauté internationale. Le premier tronçon de la clôture face à la Jordanie va être érigé dans le secteur d'Eilat, station balnéaire sur la mer Rouge où Israël va construire un nouvel aéroport, a précisé M. Netanyahu. M. Herzog avait appelé samedi l'État hébreu à accueillir des réfugiés de Syrie, en invoquant la mémoire de la fuite des juifs au cours des conflits passés. Officiellement, Israël et la Syrie sont toujours en état de guerre et l'État hébreu interdit par la loi à ses ressortissants de se rendre en Syrie. Depuis le début du conflit en Syrie il y a quatre ans, plus de quatre millions de réfugiés ont fui vers les pays voisins comme la Jordanie, le Liban et la Turquie, mais aucun n'a tenté de rejoindre Israël.

A. O.

Europe

Pour la 1^{re} fois, la Grande-Bretagne voterait pour sortir de l'UE

Pour la première fois, un sondage a indiqué hier que les Britanniques voteront pour une sortie de l'Union européenne lors du référendum qui aura lieu d'ici à la fin 2017 au plus tard.

Alors que les députés doivent se pencher à nouveau sur le projet de loi sur le référendum aujourd'hui, 43% des personnes interrogées par l'institut Survation pour le compte du Mail on Sunday estiment que la Grande-Bretagne devrait quitter l'UE. 40% préfèrent rester dans l'UE et les 17% restants sont indécis.

Ce sondage, réalisé via l'internet sur un échantillon de 1.004 personnes, marque une rupture avec les précédentes enquêtes d'opinion qui ont toujours conclu à un avantage du oui à l'Union européenne.

De plus, 22% de ceux qui optent pour le statu quo disent qu'ils pourraient «changer d'avis» si l'actuelle crise des migrants s'aggravait. A ce sujet, 29% des Britanniques estiment que leur pays ne devrait accueillir «aucun» réfugié, de loin la réponse la plus populaire, devant les 15% estimant qu'il faudrait en accueillir 10 000.

Le dernier sondage réalisé par l'institut Survation début juillet avait montré que 45% des personnes interrogées étaient en faveur d'un maintien dans l'UE, alors que 37% étaient contre et 18% indécis.

Depuis, rappelle le Mail on Sunday, tabloïd vigoureusement eurosceptique, le gouvernement de David Cameron a proposé de modifier la question posée au référendum, la formulation initia-

le ayant été jugée trop en faveur du statu quo.

Plutôt que de demander aux votants de répondre par oui ou par non si le Royaume-Uni devait rester membre de l'UE, la nouvelle formulation leur soumettra le choix d'une phrase en guise de réponse: «Rester un membre de l'Union européenne» ou «Quitter l'Union européenne».

Promesse de campagne de David Cameron, le référendum est prévu d'ici à la fin 2017 mais pourrait avoir lieu dès l'année prochaine. Le Premier ministre dit qu'il est favorable à un maintien du Royaume-Uni dans l'UE mais n'exclut «rien» s'il n'obtient pas de ses partenaires européens un certain nombre de concessions au préalable.



Points chauds

Accueil

Par Fouzia Mahmoudi

Si les dirigeants européens sont restés jusqu'à aujourd'hui fous sur leurs intentions concernant l'arrivée massive de centaines de milliers de migrants sur les côtes de leurs continents, la photo du petit Aylan, enfant syrien noyé après le naufrage de l'embarcation dans laquelle il se trouvait avec le reste de la famille, a changée la donne. Car si beaucoup de politiques de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et du reste de l'Europe se sont montrés clairs sur leur rejet de l'immigration massive qui frappe leurs pays, la photo du jeune enfant noyé sur une plage en Turquie a forcé de nombreux dirigeants à se prononcer officiellement sur la question. Et si Angela Merkel et François Hollande se sont positionnés en faveur d'un accueil des migrants, certaines personnalités politiques continuent à soutenir des solutions moins inclusives. Ainsi, en France après de nombreuses semaines de silence sur la question, Nicolas Sarkozy est enfin sorti de son mutisme et a présenté cette semaine ses propositions pour lutter contre l'immigration massive que subit son pays. Nicolas Sarkozy s'est vanté d'avoir fait depuis longtemps de l'immigration un thème central de la vie politique française. «Jamais je n'ai ressenti une telle angoisse sur la question de l'avenir de notre pays, de la pérennité de la France», a assuré l'ancien président de la République. Il a décliné ses plans pour gérer la crise migratoire et a proposé une intervention militaire en Syrie, un plan Marshall pour l'Afrique ainsi que la création de centres de rétention pour les demandeurs d'asile, non pas en Europe mais dans les pays de départ, Bulgarie et Afrique du Nord. «Le statut de réfugié politique doit être refusé ou accordé avant que la mer Méditerranée ne soit traversée», car, «après, c'est trop tard !» a ainsi précisé l'homme politique dont cette semaine encore Nadine Morano, l'une des ses anciennes ministres, s'était plainte, que Nicolas Sarkozy n'avait pas pris la parole une seule fois sur la crise migratoire. Une solution qui semble bien plus radicale que les propositions socialistes plus promptes à l'accueil à même le territoire français et surtout plus prompte à suivre l'exemple donné par Angela Merkel, qui jusqu'à récemment s'était montrée assez ferme sur le sujet des migrants. D'ailleurs, autrefois célèbre couple politique Merkozy est aujourd'hui en total désaccord sur cette question délicate. Reste à savoir surtout si la position de Sarkozy est celle qui séduira le plus d'électeurs aux primaires de 2016 d'abord puis en cas de victoire aux présidentielles de 2017. Car si l'afflux de migrants devient exponentiel, cela sera à n'en pas douter une question essentielle et décisive de la prochaine campagne présidentielle.

F. M.

Yémen

Violents raids aériens sur Sanaa

L'AVIATION de la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite a lancé hier de violents raids sur la capitale yéménite, Sanaa, au surlendemain d'une attaque rebelle qui a coûté la vie à 60 de ses soldats sur le terrain, ont rapporté des témoins. Ces raids ont visé des positions de rebelles chiites Houthis dans la capitale ainsi que celles de leurs alliés, les forces loyales à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, selon les témoins.

Un QG des forces de sécurité à Hadda, dans le sud de la capitale et des positions des Houthis dans des quartiers du nord de la ville ont été visés.

De fortes explosions ont secoué cette partie de la ville et certains habitants ont commencé à fuir, selon des habitants.

Des dépôts d'armes de Jebel Neqm, zone qui surplombe la partie est de Sanaa et est aux mains des forces pro-Saleh ainsi que le palais présidentiel ont aussi été touchés, ont affirmé des témoins.

L'aviation de la coalition a également bombardé des positions rebelles près des ambassades d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, ainsi que des positions des pro-Saleh à Faj Attane et la colline d'An-Nahdayne, dans le même secteur.

Depuis samedi, la coalition a intensifié ses raids sur la capitale en représailles à l'attaque au missile contre ses forces au sol à l'est de Sanaa, dans laquelle 60 hommes sont morts, ses plus grosses pertes depuis le début de l'intervention au Yémen le 26 mars.

Des positions à Bayhan, au sud de Marib, ont ainsi été pilonnées samedi, tuant douze rebelles, a indiqué un officier loyaliste.

L'attaque au missile – tiré selon des responsables depuis Bayhan – a fait 45 morts parmi les soldats des Emirats, 10 parmi ceux de l'Arabie saoudite et cinq dans les rangs des forces de Bahreïn.



Rencontres cinématographiques de Béjaïa

«10 949 femmes» de Nassima Guessoum ouvre la compétition

La treizième édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa a été ouverte samedi avec la projection du documentaire «10 949 femmes» de Nassima Guessoum. Ce dernier revient sur le quotidien des militants de la cause nationale durant la guerre de Libération. Ce film documentaire se veut un hommage à chaque personne qui a contribué à la libération de notre pays, explique la réalisatrice même s'il consacre une grande partie à la militante Nassima Hablal.

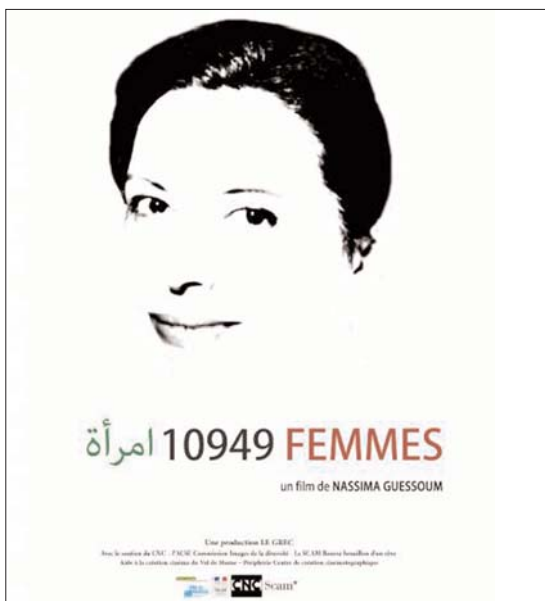
Par Abia Selles

Le documentaire «10 949 femmes» de Nassima Guessoum qui rend hommage aux combattantes de la révolution algérienne à travers le portrait de Nassima Hablal, une des premières militantes du mouvement national, a ouvert samedi soir la treizième édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB).

La soirée inaugurale de cette manifestation organisée par l'Association «Project'heurts» a eu lieu à l'esplanade du musée Bordj Moussa, dans l'ancienne ville, en présence notamment du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi et une pléiade de professionnels du septième art, nationaux et étrangers.

Nassima Guessoum, qui a passé sept ans à monter le film, a travaillé pour cela sans fard et sans artifice, laissant sa caméra se balader dans la stricte intimité de l'héroïne qu'elle restitue au final dans toute son authenticité et plénitude.

L'héroïne s'est vouée entièrement à la révolution sans jamais réclamer de reconnaissance ou de gloire. Ses convictions de



jeunesse, ses espérances et son engagement entier pour la liberté de l'Algérie sont mis en exergue dans le documentaire.

Courageuse et avant-gardiste, elle a dû en payer cherement

le prix, en se faisant traîner de prison en prison et en subissant les pires supplices de ses tortionnaires.

Forte et d'une intelligence pétillante, elle révèle, au fil des

images, une formidable puissance qui rend son histoire à la fois simple, saisissante et émouvante.

Trente-cinq films, entre documentaires, courts et longs métrages, seront présentés à la Cinémathèque de Béjaïa et au théâtre régional de la ville qui abritera également des rencontres avec les réalisateurs.

Les Rencontres qui se tiennent jusqu'au 11 septembre, prévoient la première projection en Algérie de plusieurs œuvres algériennes dont «Contre-pouvoirs» de Malek Bensmail, «Serial K» d'Amine Sidi Boumediène ou encore «Bla cinéma» de Lamine Ammar Khoudja.

Plusieurs courts-métrages, qui représentent plus de la moitié de la programmation, seront présentés au public en plus de quelques longs métrages dont «Fièvres» du Marocain Hicham Ayouch, «Histoire de Judas» du cinéaste algérien Rabah Ameur Zaimèche et «Aujourd'hui» du Sénégalais Alain Gomis.

Parallèlement aux projections, le théâtre de Béjaïa accueillera également l'exposition de photographies «Chawari3» dont les auteurs

seront conviés à une rencontre avec des réalisateurs et des directeurs de la photographie pour débattre des liens entre le cinéma et la photo.

Un atelier d'écriture de documentaire sera animé par le réalisateur Malek Bensmail en plus d'une table ronde sur le cinéma africain et les réseaux de financement, animée par le président de la Fédération panafricaine des cinéastes, le réalisateur malien Cheick Oumar Sissoko.

Pour la première fois depuis leur création, ces rencontres accueillent le «Béjaïa film laboratoire», un forum international de coproduction et de cofinancement, animé, entre autres, par des experts de l'Institut français d'Alger et du Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographique (FDATIC).

A.S.

Film «Lalla Z'bida»

Le casting en vue du tournage à Constantine

Un casting pour le choix des acteurs et des figurants devant interpréter les personnages du film «Lalla Z'bida» a débuté samedi après-midi au centre culturel Abdelhamid-Benbadis de Constantine, a-t-on constaté.

Confié pour la réalisation à Yahia M'zaham, ce long métrage dont le scénario est signé Hafiza Merimèche, a pour thème la vie quotidienne d'une famille constantinoise résidant dans une demeure typique datant de la présence ottomane à la basse médina de la Souika constantinoise. Le cinéaste

Massinissa Bouchenak, chargé de superviser le casting qui durera une semaine, a précisé que le premier coup de manivelle de cette œuvre cinématographique «de 90 à 120 minutes» est prévu en novembre prochain à Alger avant que le tournage ne se poursuive dans la ville des ponts où les principales prises de vue seront effectuées. Selon son synopsis, ce film, produit dans le cadre de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe 2015», relate le quotidien de Lalla Z'bida, une femme aisée et respectable, propriétaire d'une maison typique de l'époque

ottomane, cohabitée par plusieurs locataires qui se partagent un «Majliss» (vestibule intérieur), les sanitaires et le même robinet d'eau potable. Lalla Z'bida mène une vie normale jusqu'au jour où elle se rend compte de l'infidélité de son mari, épris d'une jeune colocataire vivant sous son propre toit.

Ce long métrage basé sur des faits réels sera présenté en exclusivité aux Constantinois en février prochain avant d'être distribué dans les autres salles du pays, a affirmé M.Bouchenak.

F.H

Financement des événements culturels

Les hommes d'affaires appelés à investir dans le secteur

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi a appelé samedi soir à Béjaïa les hommes d'affaires, les industriels et les mécènes à apporter leur contribution au financement des événements culturels, notamment les festivals. «Le financement (des événements culturels) ne doit pas dépendre uniquement de l'Etat mais élargi aux hommes d'affaires», a indiqué M. Mihoubi à la presse en marge de l'ouverture des 13^e Rencontres cinématographiques de Béjaïa et d'une visite dans plusieurs chantiers relevant du secteur de la Culture. Soulignant que «l'Etat doit assurer la continuité du service public culturel», le ministre a

tenu à préciser que les financements accordés aux festivals seront, dorénavant, octroyés en tenant compte de certains critères dont le professionnalisme et l'impact sur le public. «Il y a des festivals qui sont considérés, selon l'avis des citoyens, comme des non-événements, d'autres durent jusqu'à une dizaine de jours alors que la moitié suffit. Pareil pour le nombre des troupes engagées, parfois seule la moitié est recommandée», a indiqué M. Mihoubi.

«Nous devons dépasser maintenant l'étape d'évaluation et passer à celle de la professionnalisation» des festivals, a-t-il souligné, précisant qu'«aucun festival n'a été annulé

jusque-là».

Auparavant, M. Mihoubi s'est enquis de l'état d'avancement de certains chantiers relevant de son secteur dont le chantier de restauration de l'annexe de l'école des Beaux-Arts d'Azazga (Tizi-Ouzou), d'un ancien bâtiment relevant du ministère de la Justice, dont une aile complète s'était effondrée en 2011, et celui de la Casbah de Béjaïa. Il s'est rendu également aux sites de construction d'une bibliothèque principale de la ville et du nouveau siège de la direction de la culture.

L.B

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée national du Bardo

Jusqu'au 15 septembre :

Troisième édition de l'exposition collective «Al-Tibak». Galerie Ezzou'Art

Jusqu'au 11 septembre :

Exposition intitulée «60 ans et quelques printemps» de l'artiste abdelouahab Selka.

Palais de la culture Mohamed

Laid Al Khalifa de Constantine

Jusqu'au 15 septembre :

Exposition rétrospective de l'artiste peintre Bachir Belounis.

Jusqu'au 10 octobre :

"Les arts visuels", exposition collective des artistes de l'Est

Jusqu'au 12 novembre

Exposition collective intitulée «Al aswat al naouba»

Maison de la culture Moubarek El

Mili (Mila)

Du 13 au 17 septembre :

Festival de la musique spirituelle soufie

Salle Ahmed Bey de

Constantine

Jusqu'au 6 septembre :

Semaine culturelle de la République tunisienne.

Galerie Aicha Haddad

Jusqu'au 10 septembre :

Exposition de l'artiste Hibatoullah Zineb Benlahrech.

Librairie la renaissance

Jusqu'au 10 septembre de 9h à

20h :

En collaboration avec l'Office Riadh El Feth, la librairie la Renaissance organise une foire du livre. Cette foire vise un large public (médecine, littérature et technique, informatique, architecture, etc.) et est enrichie par des livres pour enfants (contes, livres d'activités et d'apprentissage, livres parascolaires pour tous les niveaux).

Coup-franc direct



Des rumeurs qui déstabilisent

Par Mahfoud M.

C'est devenu une habitude à chaque sortie et à chaque regroupement des Verts d'évoquer un prétendu différend entre les joueurs expatriés et ceux du cru. En effet, une certaine presse avide de sensationnel ne cesse de relever des malentendus entre les joueurs qui évolueraient en Europe et ceux qui jouent dans le championnat national. Selon eux, ceux qui évoluent à l'étranger ont toujours les faveurs du coach national sous prétexte que ce dernier préfère avoir à faire aux joueurs qui sont nés outre-mer. Cela ne tient pas la route, et le driver des Verts avait déjà annoncé les critères de choix pour la sélection en avouant qu'il préfère ceux évoluant en Europe car ils bénéficient d'une meilleure formation tactique par rapport à ceux qui évoluent en Algérie et cela n'est pas totalement faux. Gourcuff assiste régulièrement aux matchs du championnat national contrairement à son prédécesseur et il est donc au courant de tout ce qui se passe en Algérie et on ne peut dire que c'est la joie pour le public algérien qui s'ennuie dans pratiquement tous les matchs auxquels il assiste. Le niveau du football local est très en deçà des normes internationales et il est utopique de croire qu'une sélection constituée uniquement des joueurs locaux pourrait faire l'affaire. Donc, ces rumeurs ne peuvent que déstabiliser les Verts qui ont besoin de sérénité pour travailler dans de meilleures conditions.

M. M.

Ligue 1 «Mobilis» (6^e journée)

USMA-MOB reporté au 13 octobre

Le match USM Alger - MO Béjaïa, prévu initialement le samedi 26 septembre au stade Bologhine pour le compte de la 6^e journée de Ligue 1 Mobilis de football est reporté au mardi 13 octobre, à 19h00, dans le même stade, a indiqué samedi la LFP sur son site officiel. Ce report a été décidé pour éviter un chevauchement avec les matchs de la Ligue des Champions africaine, épreuve dans laquelle les Rouge et Noir vont bientôt disputer les demi-finales. "Même le match RC Arbaâ - USM Alger, comptant pour la 7^e journée de L1 Mobilis a été reporté à une date ultérieure a encore annoncé la LFP, mais sans pour autant préciser la date exacte à laquelle se jouera cette rencontre. L'USMA, actuel 4^e de la L1 Mobilis avec 6 points, à une lon-

gueur des co-leaders CR Belouizdad et USM El Harrach, s'est qualifié haut la main pour les demi-finales de la Ligue des Champions, après avoir enchaîné cinq succès consécutifs, lui ayant valu la 1^{re} place devant El-Merrikh (Soudan), et les deux autres représentants algériens dans le groupe "A", l'ES Sétif et le MC El Eulma. Le report des deux prochains matchs de championnat, respectivement contre le MOB (6^e journée) et en déplacement chez le RCA, permettra à l'USMA de se préparer convenablement pour les demi-finales de la Ligue des Champions. Le club algérien devrait augmenter, par la même occasion, ses chances d'atteindre la finale de cette prestigieuse compétition, qu'il ambitionne de remporter pour la première fois de son histoire.

Jeux Africains 2015/escrime (fleuret féminin par équipes) L'Algérie s'incline face à la Tunisie



La sélection algérienne de fleuret féminin s'est inclinée devant la Tunisie sur le score de 45 touches à 31 en finale par équipes disputée samedi au Palais des Sports de Kintélé à Brazzaville pour le compte des 11^{es} jeux Africains qui se déroulent au Congo (4-19 septembre). L'équipe d'Algérie composée de Louiza Khelfaoui, Narimane Al Houari, Anissa Khelfaoui et Khadija Zerabib, exempte des demi-finales, s'adjuge ainsi la médaille d'argent. L'équipe de la Tunisie formée de Innes Boubekri, Haïfa Djabri, Sara Besbes et Dhora Bendjabalah a remporté l'or, alors que l'Egypte battue en demi par les Tunisiennes (45-24) complète le podium. L'escrime algérienne finira la compétition dimanche avec le fleuret masculin et le sabre féminin (par équipes). L'Algérie a bouclé la compétition individuelle avec une médaille d'argent œuvre de Roman Djilji au fleuret et une autre en bronze remportée par Anissa Khelfaoui au fleuret également.

Jeux Africains 2015

La gymnastique offre à l'Algérie une médaille d'or

L'équipe nationale masculine de gymnastique a offert la première médaille d'or à l'Algérie, aux 11^{es} jeux Africains de Brazzaville (4-19 sept), samedi soir au gymnase du complexe sportif Makélékélé. La consécration a été réalisée par l'équipe composée de Mohamed Bourguieg, Hilal Metidji, Ahmed Anes Maoudj, Mohamed Aouicha et Mohamed Rehigib qui s'est classée première avec un total de 207 900 points, devant l'Egypte (204 867 pts) et le Nigeria (108 333). Le Nigeria a remporté le bronze, aux dépens de

l'Afrique du Sud, après la réclamation introduite auprès de la commission technique et jugée valable. La médaille en vermeil a été agrémentée par deux autres (argent et bronze) au concours par agrès. Mohamed Bourguieg s'est adjugé la seconde place, au total des cinq agrès sur les six réglementaires, avec 69.033 points derrière l'Egyptien Mohamed Shrief El Saharty (69 567 pts).

L'Algérien Mohamed Metidji a pris le bronze avec 68 467pts. Dans la matinée, la jeune Farah Boufedane

■ La sélection éthiopienne s'est contentée d'un match nul avant-hier après-midi face à son homologue des Seychelles sur le score de (1/1) dans le match qui les a opposés au stade de la ville de Victoria. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Laurence (24^e sp) pour les Seychelles et Tesfaye (54^e) pour l'Ethiopie.

Par Mahfoud M.

Ce sont donc les Seychellois qui avaient prit les devants et ont inscrit le premier but avant que l'Ethiopie n'arrive à égaliser sans pour autant pouvoir rajouter un deuxième but qui aurait été synonyme de victoire qui aurait pu les placer en pôle position pour la qualification à la phase finale.

Les Ethiopiens et même s'ils ont prit provisoirement la première place du groupe avec quatre points cèdent quelque peu du terrain, sachant qu'une victoire sur les Seychelles aurait du leur permettre de mettre la pression sur l'Algérie qui affrontait



Ce nul des Ethiopiens arrange les affaires des Verts

hier le Lesotho. Ce résultat arrange donc beaucoup les affaires des Verts qui seront dans une meilleure posture et seront bien partis pour décrocher la qualification à la phase finale. Il faut savoir que l'Ethiopie est le concurrent numéro un de l'Algérie dans ces éliminatoires. C'est une équipe technique et solide qui peut créer de grandes difficultés aux coéquipiers de Brahimi.

D'ailleurs, le coach national, Christian Gourcuff, avait déclaré que l'Ethiopie sera, sans conteste, le principal concurrent pour les Verts pour

la qualification à la phase finale de la CAN 2017 qui aura lieu au Gabon. Il faut savoir que lors de la première journée, disputée en juin 2015, l'Ethiopie avait battu le Lesotho (2-1) et l'Algérie a dominé les Seychelles (4-0). Les Verts ont les coudés franches pour passer en phase finale et ne devraient pas trouver de peine à passer s'ils se concentrent comme il se doit sur leur sujet et ne ratent pas surtout les matchs qu'ils disputent à domicile, tout en tentant de revenir avec le maximum de points de l'extérieur.

Ph. > D. R.

Leicester

Riyad Mahrez intéresse le FC Barcelone

L'attaquant international algérien Riyad Mahrez, sociétaire de Leicester en Premier League anglaise, intéresse le FC Barcelone, dans la perspective d'un recrutement, a rapporté samedi le journal Mundo Deportivo. «Outre le Paris Saint-Germain (France), l'AS Rome (Italie) et Villarreal (Espagne), le FC Barcelone s'intéresse également au prodige de Leicester, Riyad Mahrez» a écrit le journal ibérique.

Le mercato estival a, certes, fermé ses portes depuis peu, mais selon Mundo Deportivo «le Barça a mentionné le nom de Mahrez sur une liste de potentielles futures recrues» soit, lors du prochain mercato hivernal, ou au-delà. Mahrez (24 ans) avait démarré sa carrière footballistique



dans le club de sa ville natale, à l'AS Sarcelles, avant de rejoindre CFC Quimper, puis le doyen des clubs français, Le Havre, où il a évolué de 2010 à 2011.

Fin technicien, Mahrez, s'est vite fait un nom, ce qui lui a permis de décrocher un bon contrat professionnel avec Leicester dès 2014.

Depuis son arrivée en Angleterre, le jeune international algérien n'a cessé de progresser, et son rendement actuel (4 buts en Premier League en ce début de saison) a fini par susciter les convoitises de grands clubs européens, dont le PSG, l'AS Rome et surtout, le FC Barcelone.

Mahrez se trouve actuellement au Lesotho, pour disputer la 2^e journée des qualifications à la CAN-2017. Il devrait même être titularisé ce dimanche en pointe de l'attaque des Verts, aux côtés d'Islam Slimani (Sporting Lisbonne).

Tottenham Hotspur

Bentaleb inscrit sur la liste B de l'UEFA

L'international algérien de Tottenham Nabil Bentaleb figure sur la liste B de l'UEFA en vue de la phase de poules de l'Europa League qui débute le 17 septembre prochain, a indiqué le club anglais de Premier League de football. Outre Bentaleb, la liste B comprend trois

autres joueurs : Luke Gee, Josh Onomah et Harry Winks.

La liste A de l'UEFA est constituée de 23 joueurs entre autres Harry Kane, Nacer Chadli ou encore le gardien Hugo Lloris. D'autre part, le footballeur algérien est inscrit sur la liste de l'équipe des moins de 21 ans



avec notamment Dele Alli, Eric Dier et Luc McGee. Le joueur algérien avait prolongé son contrat de cinq ans avec le club londonien jusqu'en 2020. Le milieu de terrain algérien a déclaré forfait pour le match des Verts contre le Lesotho dimanche à Maseru en qualification de la CAN-2017, suite à un accident domestique. En Europa League, Tottenham a hérité du groupe J avec Anderlecht (BEL), Monaco (FRA) et Qarabag (AZE). Lors de la première journée, Tottenham accueillera Qarabag.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Erremli

Le plus grand bidonville d'Alger en passe d'être rasé

LE PLUS grand bidonville de la wilaya d'Alger, Erremli, une excroissance de tôles ondulées, de parpaings et de baraques en bois à Gué de Constantine où s'entassent un millier de familles, est en passe d'être rasé, a laissé entendre dimanche le wali Abdelkader Zoukh. Le wali d'Alger Abdelkader Zoukh a annoncé en marge du lancement de la rentrée scolaire 2015-2016 que le transfert et le relogement des habitants de ce bidonville «se feront dans les meilleurs délais», mais sans donner de date précise. «Il est impossible de donner une date précise» pour ce transfert, a-t-il ajouté. Selon le chef de l'exécutif de la wilaya d'Alger, «cette opération de transfert a été retardée du fait du dernier mouvement dans le corps des walis, ainsi que par les préparatifs de la rentrée sociale et scolaire». Mais, il a affirmé que «la commission chargée d'organiser l'opération de relogement des 1 000 familles du bidonville d'Erremli travaille toujours, et lorsque cette commission rendra ses conclusions, le transfert (de ces familles, Ndlr) aura lieu». Au moins 4 000 travailleurs de la wilaya seront mobilisés pour cette opération, a-t-il précisé, avant d'expliquer que «des moyens seront dégagés pour prendre en charge le transport des enfants scolarisés». Le recasement des habitants de ce bidonville, prévu avant le mois sacré du ramadhan, n'a pu se faire à cause des dossiers des postulants qui sont toujours à l'étude, ont indiqué en juin dernier des sources proches de la wilaya. «Les familles d'Erremli sont impatientes de déménager, mais nous sommes plus impatientes qu'elles car ce bidonville, le plus grand de la capitale, gêne les travaux de construction du viaduc de Oued Ouchayah et d'aménagement de Oued El Harrach», avait souligné le wali Abdelkader Zoukh. En fait, l'éradication de l'immense bidonville d'Erremli où vivent un peu plus de 1 000 familles, qui va jusque vers la raffinerie de Sidi R'zine et ses torchères, ouvrira la voie à la réalisation de la grande déviation routière, un immense pont, qui fera la jonction entre Oued Ouchayah et l'autoroute Est-Ouest (vers Oran et Constantine) au niveau de la commune Baraki. Jusqu'à présent, 20 000 familles habitant des sites précaires dans la wilaya d'Alger ont bénéficié d'un logement à la faveur du programme de résorption de l'habitat précaire lancé en 2014 par les autorités locales. L'opération avait débuté le 21 juin 2014 avec la distribution d'un premier quota de 25 800 logements sociaux locatifs implantés à Alger, Blida et Boumerdès, sur un programme global de 84 700 logements, alors que le nombre des familles concernées est de 72 752, selon un recensement effectué en 2007. Ce recensement, actualisé en juillet 2013, a porté sur cinq catégories d'habitat : les bidonvilles, les chalets, les quartiers vétustes, les immeubles menaçant ruine (IMR) et enfin les caves et les terrasses. Le retard pris dans le transfert des habitants d'Erremli a contrarié le programme de réalisation du viaduc de Oued Ouchayah, une pièce maîtresse dans le plan de désengorgement du centre-ville de la capitale. Le ministère des Travaux publics avait exigé, rappelle-t-on, des autorités locales de «mettre le paquet» pour raser le bidonville d'Erremli, afin de livrer dans les meilleurs délais le projet de la radiale de Oued Ouchayah, qui fait la jonction entre le tunnel de Oued Ouchayah (Bachdjarrah) avec l'autoroute Est-Ouest au niveau de la commune de Baraki. «La radiale de Oued Ouchayah est stratégique pour la capitale. Elle permettra aux automobilistes de quitter rapidement le centre-ville. Il faut y mettre le paquet», souligne-t-on au ministère des Travaux Publics. En fait, le programme de relogement dans la wilaya d'Alger a permis de relancer plusieurs projets dont la ligne ferroviaire électrifiée à double voie Birtouta-Zéralda, le barrage de Douéra et le stade communal de Birkhadem, par la libération des terrains squattés par des indus occupants.

Slim O.

Lutte contre la contrebande à Tamanrasset

Interception de sept contrebandiers

SEPT contrebandiers ont été interceptés et deux véhicules tout-terrain saisis hier samedi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Tamanrasset, a indiqué dimanche le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Tamanrasset /6^e Région militaire, a intercepté lors d'une patrouille de recherche et de ratissage, le 5 septembre 2015, sept contrebandiers et a saisi deux véhicules tout-terrain», a souligné le communiqué. Dix-sept détecteurs de métaux et des téléphones portables ont également été saisis à cette occasion, ajoute la même source. **APS**

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSSE DU PRIX DU PÉTROLE POUR L'AVENIR DE L'ALGÉRIE



Djalou@hotmail.com

LOWIS

Eliminatoires de la CAN 2015/Lesotho 1-Algérie 3

Belle victoire des Verts

■ La sélection nationale de football a réussi hier au stade Setsoto de Maseru une victoire retentissante face au Lesotho sur le score de (3/1) et c'est le succès qui permet aux Verts de prendre la première place de leur groupe, avec six points, 7 buts inscrits contre 1 d'encaissé, devant l'Ethiopie qui compte quatre points seulement.



PH. A. D. R.

Par Mahfoud M.

Avec un effectif quelque peu remanié, la sélection nationale avait tenté dès l'enlèvement de déstabiliser l'arrière-garde du Lesotho dans l'espoir d'ouvrir le score, mais cette domination sera stérile. La première occasion interviendra à la 7', avec une passe de Brahimi pour Mesloub, mais le ballon est contré en corner. Les locaux répliqueront à la 12', avec un tir instantané d'un attaquant qui a failli tromper le gardien, Doukha. Une minute après c'est Brahimi qui tente un tir lointain mais qui sort à côté. A la 25', Mahrez effectue un centre pour Slimani mais cela sera trop court pour l'attaquant du Sporting de Lisbonne et le ballon est facilement capté par le gardien du Lesotho, Kwoali. Les attaques des Verts apporteront, enfin,

leurs fruits à la 31', avec une ouverture du score de Ghoulam après une remise de Mahrez. L'avantage des Algériens ne durera ensuite que cinq minutes puisque les Lesothans réussiront à niveler la marque à la 37' par un tir puissant de Ralikoti, après une erreur de positionnement de Mandi. Les Verts ont failli encaisser un second but à la 42', avec une autre erreur de Medjani mais le joueur du Lesotho ne cadrera pas son tir. La pause-citron sera sifflée, en fin de compte, sur ce score de parité (1/1). Voulant apporter du sang neuf à la sélection nationale, le coach, Gourcuff, lancera Soudani qui remplacera Boudebouz qui était pratiquement transparent lors de cette première période. A la 56', le Lesotho a eu le souffle coupé après un tir ami, et une balle mal renvoyée par un défenseur qui touchera la transversale. Manquant de percussif,

Slimani, l'habituel baroudeur des Verts laissera sa place au buteur de l'Etoile du Sahel, Baghdad Bounedjah dont ça sera le premier match avec l'EN. Alors qu'il fallait mettre le turbo et jouer avec vivacité, les Verts, eux, étaient nonchalants manquant de concentration. Et contre toute attente, Soudani marque le deuxième but à la 85', en coupant la trajectoire de la balle. Ce score permet aux Verts de passer devant mais aussi de prendre la première place de ce groupe J, avec six points, soit deux victoires en autant de matchs. A la 91', Soudani signe son doublé après une accélération et un centre au deuxième poteau de Brahimi. La messe était dite pour les Verts qui réussissent l'essentiel et enregistrent une victoire méritée s'offrant des «Crocodiles» qui n'avaient pas pu montrer leurs crocs même à domicile. **M. M.**